

2 Politique

Après sa décision de se retirer de la scène politique "active"

L'exemple Doupamby Matoka

Christian G. KOUIGA

Libreville/Gabon

LA politique et l'histoire, ce sont certes des idées et des forces, mais aussi et surtout des personnages et des passions. Marcel Doupamby Matoka, qui venait de décider, le 5 mars dernier, de tirer définitivement un trait sur la politique active dans son fief de Fougamou, chef-lieu du département de Tsamba-Magotsi, ne le sait que trop bien.

Lui qui, durant plus de deux décennies, a su repousser les assauts répétés de ses adversaires politiques. Dans une circonscription politique de Fougamou qui ne manque pas de fortes

têtes.

Gardien incontesté du temple PDG (Parti démocratique gabonais), qu'il a intégré en 1972, "Ka Di kake", comme son électoral aime à l'appeler, a dépensé des trésors d'énergie pour parvenir à cimenter l'aura du parti au pouvoir dans un siège jugé frondeur.

Capitaine impérieux et habile, prompt à prendre le vent, changeant souvent de tactique (mais pas le cap) selon le poids de ses adversaires, l'ancien ministre de feu Omar Bongo Ondimba a toujours proclamé que l'autorité politique ne se partage pas. Que de son vivant, le Parti démocratique gabonais allait demeurer l'entité politique qui dicte sa loi à Fougamou.

En 20 ans de combat entier et actif, il a su le prouver. En bon "matelot". Cela malgré les bourrasques et les vents impétueux. En effet, tel le roseau, il pouvait plier mais pas rompre. Pour preuve, en 2001, dans le cadre d'une élection législative très relevée, alors acculé par plusieurs jeunes loups, dont Frédéric Massavala Maboumba - et cinq ans auparavant par le "Pupiste" en chef Me Louis-Gaston Mayila - il réussit à tirer son épingle du jeu au terme d'un deuxième tour auquel il prit part en ballottage favorable.

Né le 14 octobre 1942 à Mouladou-Fouala (à une quarantaine de kilomètres sur la route de Mouila), le fils de feu Matoka est un



Marcel Doupamby Matoka.

banquier de formation et un pur produit du Crédit Lyonnais. Une grosse boîte française qui a des tentacules en Afrique, où il a fait ses premiers pas avant d'être affecté au Gabon, en

qualité de directeur général adjoint de l'Union gabonaise des banques (UGB). C'est dans cette maison qu'il a franchi les échelons. Devenant ensuite, à tour de rôle, directeur général, puis Président-directeur général. Et, enfin, président du Conseil d'administration. Poste qu'il occupe jusqu'à ce jour.

Au plan politique, du moins jusqu'à la mise en place de la prochaine Législature, il est depuis 1996 le député de Fougamou. Commune dont l'histoire retiendra aussi qu'il a été le premier maire élu.

Il a aussi occupé plusieurs portefeuilles dans le gouvernement. Tour à tour, il a été ministre du Travail et de l'Emploi, ministre des Finances, du Budget et de

l'Économie, ministre de la Planification, et ministre du Commerce.

En décidant de se mettre en marge de la politique, pour laisser la place aux jeunes, Marcel Doupamby Matoka passe désormais pour être l'exemple de ceux de sa génération. Même si en politique, pour reprendre le philosophe Alain, "chacun crée son chemin".

Orateur convaincant, Marcel Doupamby Matoka a marqué politiquement son temps. Pour de nombreux acteurs de l'échiquier, il était à lui seul, toute une géographie à Fougamou. En ce qu'il savait progresser empiriquement, s'adaptant au relief politique local et national.

Opposition/CNR/Journée internationale de la Femme

Les femmes de la DGF commémorent

C.O & M.A.M

Libreville/Gabon

LA gent féminine de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), groupement politique de l'opposition radicale, s'est retrouvée, hier à son siège, pour célébrer la Journée internationale de la femme. Autour du thème retenu cette année par les Nations unies : «*Les femmes osez. L'heure est venue*», la Dynamique gabonaise des femmes (DGF) de la CNR a initié, à cet effet, une série d'activités.

Entre autres, une exposition des produits locaux, des ex-



La présidente de la DGF, Georgette Toussaint.

posés sur la condition et les revendications des femmes, etc.

Dans son propos d'ouverture, la présidente Georgette Toussaint a présenté à l'assistance, constituée des femmes syndicalistes, des as-



Plusieurs femmes étaient déjà présentes au QG de Jean Ping, quelques heures avant la cérémonie.

sociations et de quelques représentants de partis politiques, la situation que vivent les femmes qui, selon elle, constituent l'une des couches sociales les plus vulnérables. «*Ces femmes*, a souligné la présidente de la DGF, sont

veuves ou délaissées avec les enfants par leurs maris. Ou encore, elles subissent des violences conjugales en étant battues en permanence. Au travail, elles sont harcelées par leurs supérieurs.» Non sans ajouter, comme autres

vices subis par le sexe dit faible, les viols, les humiliations, etc.

Aussi, l'oratrice a-t-elle tenu à entretenir ses sœurs et filles sur les origines de la Journée internationale de la femme. A l'en croire, «*les raisons de cette fête sont les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de voter, de meilleures conditions de travail, l'égalité entre les hommes et les femmes qui agitent l'Europe et le monde occidental au début du 20^e siècle.*»

En outre, Georgette Toussaint a déploré le fait que sur un ensemble de points de revendications, les femmes

n'ont jusque-là obtenu que le droit de vote. Et de constater, malheureusement: «*les femmes sont encore considérées comme des personnes de seconde zone. Aujourd'hui, dans certaines régions du monde, il y a encore la pratique de l'excision, le port du voile intégral, l'interdit de donner son point de vue à son conjoint, et bien d'autres choses qui caractérisent la discrimination.*»

La présidente de la DGF de la CNR a donc invité ses congénères à une prise de conscience. «*Ne nous taisons plus, parlons et dénonçons toutes les affres que nous subissons*», a-t-elle martelé.

Réconciliation nationale

Le mémorandum proposé par l'USP

C.O & M.A.M

Libreville/Gabon

APRES avoir fait une analyse de la situation sociopolitique et économique actuelle du Gabon, l'Union socialiste progressiste (USP), parti politique se réclamant de l'opposition a, par la voix de son premier secrétaire, Henri Mbira nze, proposé un certain nombre de pistes de solutions. C'est l'objet du point de presse qu'il a récemment donné, à la Chambre de Commerce de Libreville. Il s'agit d'un mémorandum sur la réconciliation nationale. Pour lui, cette idée repose sur trois éléments principaux. A savoir : le dialogue, la relance écono-



Le premier secrétaire de l'USP, Henri Mbira Nze donnant lecture du Mémorandum sur la réconciliation nationale.

mique et la reconquête du leadership politique dans la sous-région.

En présence de plusieurs autres leaders des partis de l'opposition qui appellent à la réconciliation nationale, l'orateur s'est dit, au nom de sa formation politique, déterminé à rechercher les pistes



Les responsables de l'USP lors de l'intervention de leur premier secrétaire.

de solutions susceptibles de sortir le Gabon de "la crise" qu'il traverse. A cet effet, il a invité ses compatriotes à se réapproprier l'histoire politique du pays et ses valeurs fondées sur l'unité nationale, la cohésion sociale et la paix. Cet ancien diplomate fait ce constat: "le contexte écono-

mique et financier particulièrement difficile que traverse le Gabon n'est pas pour améliorer la situation, bien au contraire, elle s'est accentuée et aggravée au point de menacer la cohésion sociale". Et, convaincu de la nécessité de reconstruire l'unité de la nation sur la base du respect de

la pluralité des opinions, de relancer la machine économique à travers un nouveau mode de gouvernance consensuel et perfectible, l'orateur a dit porter plusieurs éléments à l'attention des Gabonais qui militent dans le sens de la réconciliation nationale.

S'agissant du premier élément qu'est le dialogue, considéré par l'USP comme un "préalable à tout programme", Mbira Nze et les siens ont exhorté le gouvernement à "explorer véritablement toutes les voies de recours tant matérielles que diplomatiques, afin que l'esprit du dialogue, de la réconciliation habite désormais chaque Gabonais".

Pour ce qui est de la relance

économique, l'USP s'est en quelque sorte réjouie de la "prise de conscience du gouvernement". Cela, à travers le Plan de relance de l'économie (PRE) couvrant la période 2017-2019. Enfin, sur la reconquête du leadership politique dans la sous-région, l'USP estime que, "la diplomatie gabonaise n'est plus que l'ombre d'elle-même". Fort de cela, son premier secrétaire a souligné qu'elle doit absolument renaître de ses cendres afin de retrouver sa crédibilité d'antan. "Ce passage obligé exige l'appropriation de certaines valeurs comme, la bonne gouvernance, le respect des principes démocratiques et celui des droits de l'Homme", a dit Henri Mbira Nze.

Programme de la célébration symbolique du 12 Mars

Le Secrétariat Exécutif du Parti Démocratique Gabonais informe ses militantes et militants que la célébration symbolique du 12 Mars 2018 se déroulera, selon le programme ci-après :

-Vendredi 9 mars 2018 : Lycée d'Etat de l'Estuaire

13h30 : Arrivée des Membres du Bureau Politique et du Conseil Consultatif des Sages.

13h45 : Arrivée des Membres du Secrétariat Exécutif et du Cabinet du Distingué Camarade Président.

14h : Mise en place terminée

15h : Arrivée du Distingué Camarade

Président, Ali BONGO ONDIMBA

15h05 : Accueil

15h15 : Découverte de la salle des assises du 1er Congrès Ordinaire du PDG et exposé succinct du Camarade François OWONO NGUEMA, Provisseur de l'époque.

16h30 : Départ du Distingué Cama-

rade Président.

•Samedi 17 et Dimanche 18 mars

2018 : Installation des promus des organes exécutifs locaux et célébration symbolique du 12 mars 2018 dans chaque fédération

-Samedi 17 Mars 2018

10h-12h : Cérémonie d'installation

des promus des organes exécutifs locaux dans le chef-lieu de province. 15h-21h : Célébration du 12 mars symbolique en différé dans les fédérations.

NB : Tenue officielle du Parti exigée (Blanc ou Beige).